



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 2 au 8 août 2019

Le 9 août 2019

Résumé

Afghanistan : Les échanges extérieurs de biens affichent un excédent de 5,6 M€ en faveur de la France sur les six premiers mois de l'année 2019.

Bangladesh : Marchés financiers – Des concessions fiscales pour développer le marché obligataire privé. Crise de liquidité – Les NBFi pourront désormais emprunter 40% de leurs actifs sur le marché interbancaire. Macro-économie : projection d'un niveau record d'exportations pour l'exercice budgétaire 2019/2020 avec 54 Mds \$ de biens et services.

Bhoutan : L'indice des prix à la consommation (IPC) a progressé en avril de 3,1% en glissement annuel.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : L'indice des directeurs d'achat dans le secteur des services en hausse en juillet. L'indice PMI composite progresse au total par rapport à juin pour s'établir à 53,9, son plus haut niveau depuis novembre 2018. Le solde des échanges de biens franco-indiens s'est amélioré sur le premier semestre 2019. Nouveau recul des ventes de véhicules, toutes catégories confondues, en juin. En juin, le trafic de passagers pour les vols intérieurs a augmenté de 6,2 % en glissement annuel. Le taux d'utilisation des capacités industrielles a progressé de 0,2 point à 76,1% au T1 2019.

Finances publiques : Le déficit budgétaire représente déjà 61,4 % de sa cible annuelle sur le premier trimestre de l'exercice budgétaire 2019-20. Du côté des dépenses, les données du CGA mettent en exergue la forte hausse des enveloppes consacrées aux subventions.

Politique monétaire et financière, autres informations : La Banque centrale (RBI) a abaissé son principal taux directeur de 35 pdb, à 5,4 %. La RBI a, dans ces conditions, de nouveau abaissé sa prévision de croissance du PIB à 6,9% pour l'exercice actuel. La RBI a, en outre, assoupli les contraintes réglementaires de liquidité de sociétés financières non-bancaires. Les encours de crédit non-alimentaires enregistrent une hausse de 11% en juin. Les actifs sous gestion des fonds mutuels ont connu une légère hausse au second trimestre 2019.

Maldives : Hausse des échanges de biens entre la France et les Maldives au premier semestre 2019.

Népal : Le ralentissement des départs de travailleurs migrants se confirme en juin.

Pakistan : L'inflation au plus haut depuis près de 6 ans en juillet. Annonce de la suspension des relations commerciales entre le Pakistan et l'Inde. Appui budgétaire accordé par la Banque asiatique de développement à hauteur de 500 MUSD. Le Japon octroie un don de 5 MUSD pour le développement du secteur agro-industriel.

Sri Lanka : Diminution des échanges commerciaux entre la France et Sri Lanka au premier semestre 2018. Le conseil des Ministres approuve une série d'exemptions fiscales.

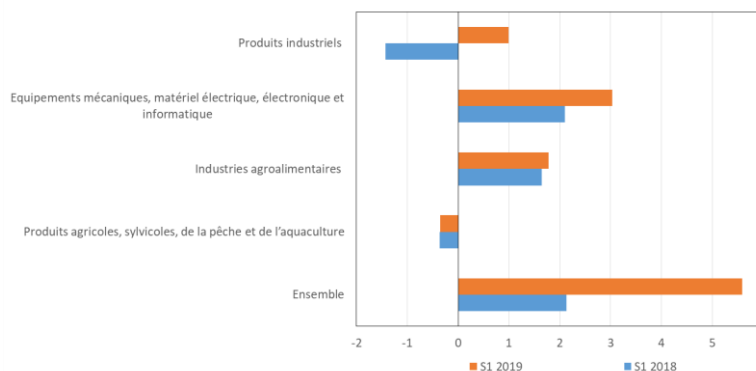


AFGHANISTAN

- **Les échanges extérieurs de biens affichent un excédent de 5,6 M€ en faveur de la France sur les six premiers mois de l'année 2019.** Un essor substantiel de l'excédent au titre des échanges de biens avec l'Afghanistan, qui passe de 2,1M € au premier semestre 2018 à 5,6 M€ un an plus tard.

Les importations afghanes depuis la France ont ainsi progressé de 26,4% à 8,7 M€, avec notamment une hausse soutenue des importations afghanes de biens industriels et d'équipements mécaniques (qui affichent respectivement des hausses de 67 et 47 % en rythme annuel, à 2,9 et 3,1 M€). En parallèle, les exportations afghanes vers la France ont enregistré une baisse sur l'ensemble des composantes à l'export, à l'exception des équipements mécaniques (en hausse à 0,1 M€).

Evolution du solde des échanges de biens entre la France et l'Afghanistan, par poste (en M€)



Ainsi, les échanges de biens avec la France affichent un déficit accru dans le domaine des équipements mécaniques et un passage en territoire négatif au titre des produits industriels, alors que les échanges de biens agricoles demeurent, quant à eux, excédentaires pour l'Afghanistan.

BANGLADESH

- **Marchés financiers – Des concessions fiscales pour développer le marché obligataire privé.** La Bangladesh Securities and Exchange Commission (BSEC) et le National Board of Revenue (NBR) réfléchissent à une baisse de la fiscalité sur l'émission d'obligations privées. Deux taxes sont actuellement perçues lors de l'émission d'obligations : l'une de 2%, qui porte sur le montant de l'émission, et l'autre de 3% sur le montant de la contrepartie. Le Président de la BSEC souhaite fusionner ces taxes et les ramener à un taux de 0,01% sur la valeur totale de l'obligation, voire à fixer un prélèvement forfaitaire de 500 000 TK (5350€). Il a également proposé d'exonérer les émissions d'obligations dématérialisées.
- **Crise de liquidité – Les NBFi pourront désormais emprunter 40% de leurs actifs sur le marché interbancaire.** Suite à la pénurie de liquidités dans le secteur des institutions financières non bancaires (NBFi) liée à la faillite en juin dernier de la *People's Leasing and Financial Services Ltd* (PLFS), et à la crise de confiance des épargnants dans le système financier, la Banque centrale (BB) a décidé d'augmenter de 10% le plafond maximum d'emprunt des NBFi sur le marché interbancaire. Celui-ci sera ainsi porté à 40% des actifs à partir du 1er septembre prochain. Cette mesure va de pair avec les incitations fiscales du



gouvernement pour favoriser l'émission d'obligations d'entreprises. Inciter les NBF à émettre des obligations permettra, à terme, que le secteur (34 sociétés financières) et les entreprises emprunteuses soient moins dépendants du système bancaire. Ces mesures permettront aux NBF de recouvrer les liquidités nécessaires au maintien de leur activité de prêt et de diversifier les financements.

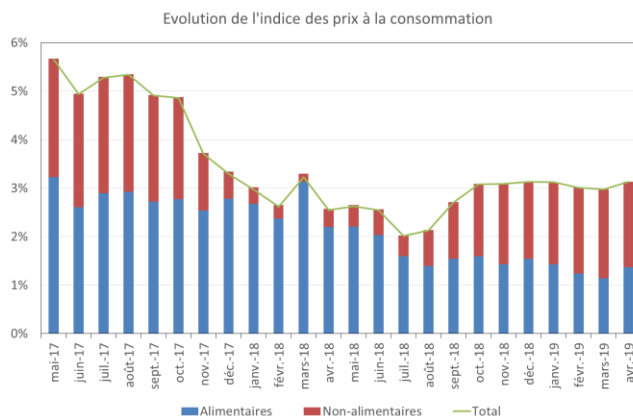
- **Macro-économie : projection d'un niveau record d'exportations pour l'exercice budgétaire 2019/2020 avec 54 Mds \$ de biens et services.** Sur la base des excellents résultats atteints en FY 2018/2019, l'Export Promotion Bureau (EPB) a révisé à la hausse ses projections pour l'exercice 2019/2020, avec un objectif d'exportations de biens et services de 54 Mds\$ sur l'année 2020, en hausse de 15,2% par rapport à 2019 ; les exportations de biens devraient générer des recettes de 45,5 Mds\$ (+12,3%) et la balance des services des recettes à hauteur de 8,5 Mds\$ (+34%), couvertes par le transport, les télécommunications, le tourisme et les services informatiques principalement.

Sur l'exercice échu au 30 juin dernier, les exportations de biens se sont élevées à 40,53 Mds\$ (+11%) contre 36,66 Mds\$ en 2017-18, et celles des services à 6,33 Mds\$ (+46%), soit un total de 46,9 Mds\$ en hausse de 14% sur 2017/2018. Sur ces hypothèses, le ministère du Commerce évoque une cible de 60 Mds\$ d'exportations en 2021.

En 2020, le textile-habillement devrait représenter 84% des exportations, avec 38,2 Mds\$ contre 34,13 Mds\$ (+12%), répartis entre les produits de tricots (18,85 Mds\$ en progression de 11,6%, et les articles tissés (19,35 Mds\$, +7,2%). Les ventes de chaussures et articles en cuir (2ème poste) resteront autour de 1,1 Mds\$ (+7%).

BHOUTAN

- **L'indice des prix à la consommation (IPC) a progressé en avril de 3,1% en glissement annuel.** A rebours des prévisions initiales de la Banque centrale, les pressions inflationnistes ont été modérées: la variation annuelle de l'IPC, en hausse de 0,1 point par rapport au mois de mars, marque son plus haut niveau depuis décembre 2018 selon les chiffres du Bureau des statistiques. Cette accélération est notamment imputable au prix des produits non-alimentaires (40% du poids de l'indice), qui passe de 2,9% à 3,4% en rythme mensuel. En parallèle, on notera un léger ralentissement du rythme de progression des biens non-alimentaires (60% de la pondération totale), qui enregistrent un essor de 2,9 % (contre 3,1 % en mars).





INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **L'indice des directeurs d'achat dans le secteur des services en hausse en juillet.** Alors que l'indice s'établissait en deçà de 50 points en juin, ce qui constitue une contraction de l'activité, l'enquête menée par *IHS Markit* montre que l'indice a atteint 53,8 sur le dernier mois étudié, ce qui indique une reprise de l'activité.

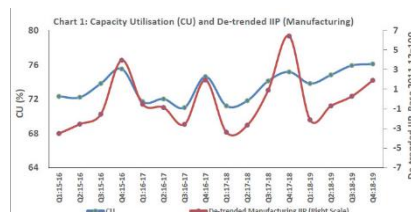
Selon les entreprises du secteur, la vigueur de la demande a soutenu l'activité avec une hausse des nouvelles commandes. Les fournisseurs de service continuent par ailleurs de faire face à une stabilité des prix de leurs intrants. En conséquence, les sociétés tertiaires ont déclaré avoir maintenu leur prix de vente.

Les entreprises affichent en outre un certain optimisme quant à leurs perspectives économiques à un horizon de douze mois. Le niveau de confiance s'améliore ainsi légèrement, bien qu'en deçà de sa moyenne de long terme. **L'indice PMI composite progresse au total par rapport à juin pour s'établir à 53,9, son plus haut niveau depuis novembre 2018.**

- **Le solde des échanges de biens franco-indiens s'est amélioré sur le premier semestre 2019 :** le solde des échanges affiche un déficit de 728 M€ en défaveur de la France (contre 875 M€ entre janvier et juin 2018) selon la perspective des douanes françaises. De plus, le volume des échanges a connu un essor soutenu (+ 11,3% à 5,8 Mds €). A cet égard, les exportations françaises à destination de l'Inde ont augmenté de 17% en glissement annuel à 2,6 Mds €, tandis que les importations ont crû de 7,3% à 3,3 Mds €.

L'amélioration du solde bilatéral, est essentiellement imputable à l'augmentation de l'excédent français dans la catégorie des matériels de transports, qui passe de 871 M€ au premier semestre 2018 à 1 Md € un an plus tard.

- **Nouveau recul des ventes de véhicules, toutes catégories confondues, en juin.** Les ventes de véhicules de tourisme ont enregistré une contraction de 17,5 % au cours du mois de juin 2019, en glissement annuel, pour s'élever à 2,3 Md d'unités selon les données publiées par l'Association indienne des fabricants automobiles (SIAM). Alors que les ventes de véhicules commerciaux enregistrent une baisse marquée de 12,2%, à 70 700 unités, la chute est également marquée pour les deux-roues, dont les ventes en juin ont baissé de 11,7 % en glissement annuel.
- **En juin, le trafic de passagers pour les vols intérieurs a augmenté de 6,2 % en glissement annuel,** selon les données du *Directorate General of Civil Aviation* (DGCA). Au total, les vols intérieurs ont concerné un peu plus de 12 millions de passagers en juillet, contre 11,3 millions en juillet 2018.
- **Le taux d'utilisation des capacités industrielles a progressé de 0,2 point à 76,1% au T1 2019** (+ 2,8 points en glissement annuel). Les résultats de l'enquête trimestrielle menée par la Banque centrale (RBI) auprès de 843 entreprises industrielles suggèrent, malgré un contexte marqué par le ralentissement de la production industrielle, une hausse tendancielle de la capacité d'utilisation de l'industrie manufacturière, où les taux





d'utilisation ne se sont écartés que brièvement rapprochés de 75% en 2018. Un rebond des taux d'utilisation était attendu dans la mesure où le Bureau des statistiques avait montré une atonie de la production manufacturière entre janvier et mars 2019 (essor moyen de 0,3%, contre +7,6% en moyenne au T1 2018).

FINANCES PUBLIQUES

- **Le déficit budgétaire représente déjà 61,4 % de sa cible annuelle sur le premier trimestre de l'exercice budgétaire 2019-20** (avril 2019 – mars 2020). Ainsi, il s'établit à 4 320 Mds ₹ (54,5 Mds €) : les dépenses budgétaires, souvent concentrées sur les premiers mois de l'exercice, se sont établies à 7 217 Mds ₹ (91 Mds €), soit 26 % de l'objectif du ministère alors que les recettes totales ont parallèlement été faiblement recouvertes entre avril et juin 2019 (2 897 Mds ₹, soit seulement 13,9 % de l'objectif du gouvernement).
- **Du côté des dépenses, les données du CGA mettent en exergue la forte hausse des enveloppes consacrées aux subventions.** Ces dernières se sont en effet élevées, à elles seules, à 1 518 Mds ₹ (19 Mds €), soit l'équivalent de 51 % de l'objectif annuel fixé par la loi de finances 2019/20. Cette sous-réalisation est notamment imputable aux subventions alimentaires qui auraient atteint 944 Mds ₹, soit 50 % de la cible annuelle. De plus, les subventions versées au titre des produits pétroliers se sont établies à 2 833 Mds ₹, soit 76 % de l'objectif annuel.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **La Banque centrale (RBI) a abaissé son principal taux directeur de 35 pdb, à 5,4 %.** Le comité de politique monétaire (CPM) de la RBI a pris une décision dans un sens identique pour la quatrième fois consécutive, avec pour conséquence de porter les taux de prise en pension (reverse repo), de mise en pension (repo) et le taux au jour le jour (marginal standing facility) à 5,15 %, 5,40 % et 5,65 % respectivement.

La décision a été votée à l'unanimité par les six membres du CPM, mais la discussion a surtout porté sur le niveau souhaité de l'ajustement à la baisse. Deux membres ont en effet voté pour une réduction de 25 pdb (à l'image des trois dernières) contre quatre en faveur d'une baisse de 35 pdb. Cette décision a été couplée au maintien de l'orientation expansionniste de la politique monétaire décidée lors du précédent CPM de juin.

Cette baisse de 35 points de base rompt avec la tradition d'ajuster les taux par 25 pdb ou un multiple. Le Gouverneur DAS avait laissé poindre cette possibilité lors d'une intervention plus tôt dans l'année. Il avait notamment déclaré : « dans une situation où la Banque centrale préférerait être accommodante mais pas trop, elle pourrait annoncer une réduction du taux directeur de 35 points de base si elle estimait que la valeur standard de 25 points de base est trop faible, mais son multiple, à savoir 50 points de base est trop élevé ».

C'est la première fois depuis plus de cinq ans – et, partant, depuis l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi – que l'Institut d'émission décide d'abaisser pour la quatrième fois consécutive ses principaux taux.

Depuis le début de ce cycle baissier en février dernier, le CPM a diminué ses taux de référence de 1,10%. Ce mouvement devrait sans doute se poursuivre puisque les analystes de marché tablent désormais sur une baisse des taux d'au moins 40 points de base dans les prochains mois.



L'Institut d'émission a mis en avant le net ralentissement de l'économie sur ces derniers mois pour expliquer sa dernière décision. L'activité économique a en effet enregistré une croissance de seulement 5,8 % sur le premier trimestre 2019. Cet essoufflement de l'expansion économique indienne inquiète la RBI, qui craint de surcroît que le ralentissement de la demande extérieure, dans le sillage de celui de la croissance mondiale, ne pèse également sur un pays affecté aussi par une diminution marquée du rythme de l'investissement.

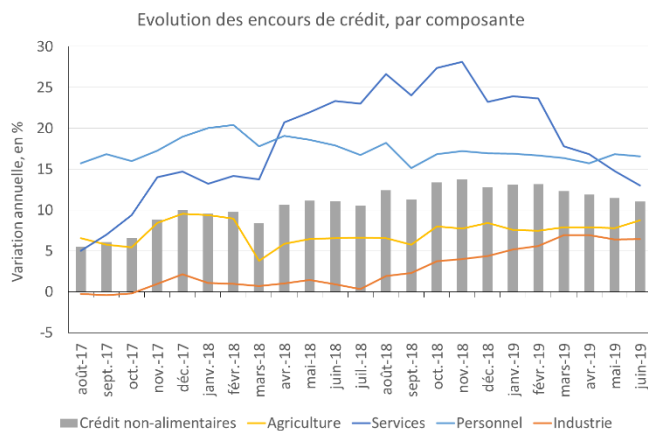
Au-delà de ce constat, la RBI prend également en compte un environnement international de plus en plus instable, source potentiel de risques géopolitiques croissants. Elle met ainsi en exergue le ralentissement de la croissance à la fois au sein des économies avancées mais également émergentes alors que les menaces liées aux tensions protectionnistes persistent.

- **La RBI a, dans ces conditions, de nouveau abaissé sa prévision de croissance du PIB à 6,9% pour l'exercice actuel** (avril 2019-mars 2020), contre une estimation 7% en juin et 7,2% en février derniers. La RBI souligne notamment l'atonie de la consommation privée (matérialisée par la poursuite de la contraction des ventes de voitures pour le huitième mois consécutif), surtout en milieu rural, qui devrait peser sur l'activité économique au cours des prochains mois.

On relèvera enfin que la Banque centrale a aussi modifié sa trajectoire d'inflation pour l'exercice budgétaire 2019-20. Elle estime dorénavant que les prix à la consommation progresseront à environ 3,1% à l'issue du second trimestre de l'exercice actuel (contre une estimation à 3% en juin 2019) et s'établiront entre 3,5 et 3,7 % sur la seconde moitié (contre une estimation entre 3,4 et 3,7% en juin 2019). Elle a annoncé par ailleurs une prévision de 3,6% à l'issue du premier trimestre de l'exercice suivant.

- **Face au manque de liquidité de sociétés financières non-bancaires, la RBI a assoupli les contraintes réglementaires de liquidité**, pour permettre aux banques l'injection de liquidités supplémentaires dans le système financier. La RBI propose de rehausser la limite d'exposition des banques à une société financière non-bancaire, au-delà du seuil actuel de 15%, pour le porter à 20% des fonds propres de base (Tier 1). Enfin, elle entend également, selon certaines conditions, permettre de classer l'allocation de crédits aux NBFCs dans la catégorie des secteurs d'investissement prioritaires.
- **Les encours de crédit non-alimentaires enregistrent une hausse de 11% en juin.** La croissance des encours de crédit non-alimentaires a atteint 11,1 % en glissement annuel au cours du mois de juin 2019, à 84 764 Mds ₹ (1 067 Mds €), soit un rythme de progression équivalent au mois de juin 2018. Cependant, sur les derniers mois, le rythme de progression a fortement décéléré, notamment sur le second trimestre 2019 : il atteignait, pour rappel, près de 13% entre novembre 2018 et février 2019, en lien notamment à l'endettement croissant des sociétés financières non-bancaires (qui vise notamment à balancer la désaffectation des fonds mutuels sur le marché secondaire).

Ainsi, la relative modération des encours de crédit destinés aux sociétés non-financières (équivalents à 6 400 Mds ₹ fin juin, soit plus du quart des encours du secteur tertiaire) aurait affecté l'allocation de crédits au secteur des services. Les encours de crédit en faveur du secteur tertiaire ont également connu une expansion de 13% en juin, contre un essor de 23% un an plus tôt à la même période.



On notera la bonne tenue des encours de prêts personnels, qui ont atteint selon la RBI 22 538 Mds ₹ en juin, soit une hausse annuelle de 17%. A cet égard, les encours destinés aux achats de véhicules affichent une nette modération de leur rythme de croissance (+5% en glissement annuel en juin, contre +11% en juin 2018), alors que ceux alloués au logement demeurent bien orientés (+19%, contre +15% un an plus tôt).

De plus, les crédits alloués au secteur industriel ont crû de 6,5% en juin (+0,9% en juin 2018), ce qui confirme l'accélération du rythme de progression sur le premier semestre 2019. Le rythme de progression des encours de crédits pour le secteur agricole progresse de 8,7% en juin.

- **Les actifs sous gestion des fonds mutuels ont connu une légère hausse au second trimestre 2019.** Les fonds mutuels géraient au total des actifs de 25 813 Mds ₹ au cours du mois de juin, soit un essor de 2% par rapport au niveau enregistré en avril, selon les chiffres de l'Association des fonds mutuels.

Bien que les actifs sous gestion continuent, en rythme trimestriel, à croître, leur essor a nettement décéléré depuis la mi-2018 : les actifs sous gestion moyens avaient ainsi progressé, sur l'ensemble du T2 2018, d'environ 28% en glissement annuel selon l'AMFI.

Cette légère hausse serait, pour l'essentiel, le fait des fonds de revenus, dont les actifs, très sensibles à la baisse des taux d'intérêts (ils comptent notamment une part importante d'obligations souveraines), marquaient à la fin du mois du second trimestre une hausse de 3% en glissement annuel à 11 563 Mds ₹ (contre une hausse de plus de 20% un an plus tôt). Au sein de cette catégorie, on notera que les fonds monétaires et de liquidité affichaient une progression de 6% à 5 397 Mds ₹ sur la période. Les actifs investis dans les fonds de participation maintenaient, pour leur part, des rythmes de croissance positifs (+ 2% à 11 562 Mds ₹, en rythme trimestriel), tandis que les fonds équilibrés restaient peu dynamiques (+ 2% à 7 195 Mds ₹). On notera, enfin, la baisse des actifs gérés par les fonds d'infrastructures (- 11% à 24 Mds ₹), dans un contexte marqué par une dégradation de la santé financière de plusieurs acteurs clés, à l'instar de DHFL qui a notamment vu sa notation être abaissée à « D » en juin dernier.

Enfin, cette hausse est également tributaire de l'augmentation d'actifs dans les fonds indiciels (dont ETF indexés sur l'or), qui géraient des actifs en hausse de 7% au T2 2019, à 1 550 Mds ₹.



La prudence des investisseurs, dans un contexte où l'économie indienne est entrée en phase de ralentissement et obérée la crise de liquidité du secteur financier non-bancaire, apparaît également imputable, au relèvement de la fiscalité pour les acteurs étrangers. Cette hausse a été annoncée dans la loi de finances et a sans doute freiné l'appétence des investisseurs pour les catégories d'actifs les plus liquides.

Ces évolutions doivent être mises en perspective avec la modération, sur la même période, des entrées enregistrées au titre des investissements de portefeuille, pour lesquels des entrées nettes de près de 400 Mds ₹ (soit 5,3 Mds €, dont les deux tiers au titre des instruments de participation) ont été enregistrées au second trimestre 2019.

MALDIVES

- **Hausse des échanges de biens entre la France et les Maldives au premier semestre 2019.** Le volume des échanges entre les deux pays a progressé de +7,6% en g.a au cours des six premiers mois de 2019, s'établissant à 24,1 M EUR (contre 22,3 M EUR au S1 2018). Le déficit commercial s'est légèrement creusé sur un an, de 2,5 M EUR au S1 2018 à 2,6 M EUR au S1 2019. Les exportations françaises vers l'archipel enregistrent une hausse de +8,5% en g.a (à 10,7 M EUR au S1 2019). Elles ont été tirées par les catégories des « Vins de raisin » (2,3 M EUR ; 21,5% du total), des « Parfums et produits pour la toilette » (1,8 M EUR ; 16,8% du total) et des « Plats préparés » (0,7 M EUR ; 6,5% du total), qui constituent nos trois premiers postes d'exportation vers l'archipel est sont respectivement en hausse de +28,0% ; +19,2% ; et +7,3%. Les importations françaises ont quant à elles augmenté de +7,3% en g.a, pour atteindre 13,3 M EUR au S1 2019. Les « Préparations à base de poisson » (9,9 M EUR, + 7,0%) et les « produits agricoles, de la pêche et de l'aquaculture » (3,3 M EUR, + 21,3%) demeurent les deux principaux produits importés depuis le pays, comptant pour 99% de nos achats totaux.

NEPAL

- **Le ralentissement des départs de travailleurs migrants se confirme en juin.** Le Bureau du travail a recensé 214 827 départs (ou régularisations de situation) sur la période de la mi-juillet 2018 à la mi-juin 2019, soit une contraction de 37,3% en glissement annuel du nombre de départs, qui tend ainsi à confirmer la tendance baissière sur les deux derniers exercices. La baisse résulte notamment de la forte chute des départs vers le Qatar (- 26,6% à 71 578 départs), dans un contexte marqué par la persistance de tensions géopolitiques avec ses voisins du Golfe, ainsi que vers la Malaisie (- 93 % à 7 331 migrants népalais) ou bien le Koweït (- 10,1% avec 14 498 départs enregistrés). On notera, en parallèle, la hausse des départs vers l'Arabie Saoudite (avec + 6,8% à 41 308), à l'instar des Emirats Arabes Unis, qui enregistrent un essor de 1,5 % d'arrivées de travailleurs népalais en juin, avec 56 451 personnes recensées par le Bureau du travail népalais. Pour mémoire, ces chiffres ne recouvrent qu'une partie des départs, dans la mesure où les ressortissants népalais sont exemptés de visas pour l'Inde, qui n'apparaît donc pas dans ces statistiques.



PAKISTAN

- **L'inflation au plus haut depuis près de 6 ans en juillet.** L'indice des prix à la consommation progresse de 10,3 % en glissement annuel et en moyenne en juillet 2019, à comparer à 8,9 % en juin. Ce chiffre est le plus élevé depuis novembre 2013 (10,9 %). Au cours du seul mois de juillet, l'indice des prix a progressé de 2,3 % par rapport au mois précédent. L'inflation sous-jacente (hors énergie et denrées alimentaires) progresse également à 7,8 % en glissement annuel en juillet, à un niveau similaire à celui affiché un an plus tôt (7,9 % en juillet 2018).
- **Annnonce de la suspension des relations commerciales entre le Pakistan et l'Inde.** Suite à la réunion du Conseil national de sécurité (*National Security Committee – NSC*), les autorités pakistanaises ont décidé de suspendre les relations commerciales avec l'Inde. Les échanges commerciaux entre les deux pays demeurent limités et ne représentent que 2,5 % des échanges extérieurs du Pakistan sur l'exercice budgétaire 2018/19 (juillet 2018 – juin 2019). D'après les données de la Banque centrale pakistanaise, le commerce bilatéral s'élève à 1,9 Md USD en 2018/19, en recul de 14,8 % par rapport à 2017/18 (2,2 Mds USD). Les exportations pakistanaises vers l'Inde enregistrent une baisse de 25,7 % en glissement annuel à 312 MUSD et ne comptent que pour 1,3 % du total des ventes. Les achats de produits indiens par le Pakistan reculent également de 12,3 % en un an et s'établissent à 1,6 Md USD (3 % du total des importations pakistanaises). Le Pakistan enregistre ainsi un déficit commercial de 1,6 Mds USD avec l'Inde en 2018/19 (-1,4 Mds un an auparavant). Au sein de la zone Asie du Sud, l'Inde se classe seulement au troisième rang des clients du Pakistan derrière l'Afghanistan et le Bangladesh mais demeure le premier fournisseur du Pakistan (7^{ème} au niveau mondial). Le niveau des échanges demeure ainsi bien en-deçà du potentiel commercial qui existe entre les deux pays.
- **Appui budgétaire accordé par la Banque asiatique de développement à hauteur de 500 MUSD.** Ce prêt de politique publique vise à accroître la compétitivité des exportations du Pakistan à travers le renforcement des institutions (*Exim Bank of Pakistan* notamment) et la rationalisation des régimes fiscaux et douaniers. Une assistance technique d'un montant de 750 000 USD a également été octroyée pour appuyer les autorités dans la préparation et la mise en œuvre du programme.
- **Le Japon octroie un don de 5 MUSD pour le développement du secteur agro-industriel.** Ce financement accordé à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (UNIDO) vise à développer les chaînes de valeurs de la filière bovine et de la pomme respectivement dans les provinces du Khyber Pakhtunkhwa et du Baloutchistan.

SRI LANKA

- **Diminution des échanges commerciaux entre la France et Sri Lanka au premier semestre 2019.** Avec 224,1 M EUR sur les six premiers mois de 2019, le volume des échanges bilatéraux a diminué de 7,7 % en glissement annuel par rapport à la période correspondante en 2018. Le déficit commercial s'est creusé, de 108,5 M EUR au S1 2018 à 130,9 M EUR au S1 2019. La tendance à la baisse des exportations françaises entre 2017 et 2018 (-25,0%) s'est confirmée, avec une diminution de 10,8% entre le S1 2018 et le S1 2019 (60,1 M EUR contre 67,4 M EUR). A la faveur d'une progression de 39,4 % en g.a, la catégorie « Préparations pharmaceutiques » représente désormais le premier poste de ventes françaises à Sri Lanka (7,2 M EUR ; 12% du total), détrônant la catégorie « aéronefs et engins spatiaux », qui enregistre une diminution de



66,0% en g.a (6,7 M EUR au S1 2019, soit 11,1% du total, contre 20,2 M EUR au S1 2018). Sur la période considérée, on observe un bond des ventes françaises de « travaux de fonderie de fonte » (6,6 M EUR ; +314,7%), « Autres articles de robinetterie » (5,2 M EUR ; +3565,9%) et « plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques » (2,1 M EUR ; +23,7%).

Au premier semestre 2019, les importations françaises ont diminué de 7,0% en g.a, comparé à la même période un an plus tôt, et tombent à 164 M EUR. Le secteur textile demeure le premier poste d'importation de la France vers l'île, avec 48,4% du total (79,5 M EUR ; -8,0%). Il devance la catégorie des « pneumatiques ; rechapage et resculptage de pneumatiques » (13,2 M EUR ; 8,0% du total ; +9,3%), et les « articles de joailleries et de bijouterie » (10,9 M EUR ; 6,6% du total ; -17,4%).

- **Le conseil des Ministres approuve une série d'exemptions fiscales.** Ces exonérations, prévues dans le budget 2019, concernent pour l'essentiel la Taxe sur la Construction Nationale (*Nation Building Tax / NBT*). Elles visent principalement à soutenir les secteurs du tourisme, de la construction et les industries locales. Les recettes en devises étrangères des hôtels, restaurants et chambres d'hôtes enregistrés auprès de l'Autorité du Développement du Tourisme ne seront désormais plus soumis à la NBT. Dans le secteur de la construction, ces exemptions s'appliqueront à l'ensemble des contractants, et non plus uniquement aux sous-traitants comme c'était le cas jusqu'ici. Cette taxe ne sera également plus prélevée sur l'importation de certaines pierres précieuses non-transformées et sur l'huile de palme et l'huile de riz produites localement.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Positive	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B	Stable	D	D
Sri Lanka	B1	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, P. Pillon, A. Boitière, J.Deur, P-H. Lenfant et A. Perriot.

Version du 09/08/2019